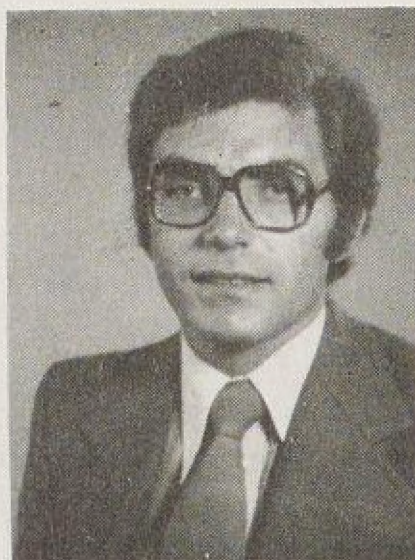




Roger GORSE



Maurice LEDUFF

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 10 mai, la défaite de Giscard d'Estaing, la victoire de François Mitterrand ont manifesté avec éclat la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir de l'argent, la volonté d'ouvrir la porte à un changement véritable.

Les chiffres montrent, dans tout le pays, l'apport déterminant de l'électorat communiste à la victoire.

En Dordogne, c'est dans les circonscriptions, les cantons, les communes où l'influence du Parti Communiste est la plus forte que le score de François Mitterrand est le meilleur. 59,62 % dans la circonscription de Périgueux, 66,89 dans le canton de Périgueux-Ouest que je représente au Conseil général.

Ces chiffres sont l'expression d'un fait incontestable : les communistes ont dès la première heure engagé un combat clairvoyant et résolu contre le pouvoir giscardien, contre le consentement des travailleurs à la crise, à l'austérité, pour le changement dont notre pays a besoin.

L'échec de Giscard sanctionne une politique massivement rejetée par notre peuple. Les élections législatives des 14 et 21 juin vont donc **confirmer et amplifier la défaite des hommes de la droite. M. GUENA sera battu**, car vous n'oubliez pas ses lourdes responsabilités — au Gouvernement comme au Parlement —, dans la politique condamnée le 10 mai par le suffrage universel.

La défaite de la droite aux élections législatives est certaine. Il s'agit donc, pour que l'immense espoir de renouveau ne soit pas déçu, **de réussir le changement.**

Les communistes et leurs candidats n'ont qu'une ambition : contribuer, avec tout leur dévouement et leur expérience, au changement souhaité par les travailleurs et les travailleuses, par nos jeunes et nos anciens, par notre peuple. Ce changement ne peut être l'œuvre d'un seul parti. Il sera l'œuvre commune de toutes les forces qui ont assuré la défaite de Giscard et qui constituent la majorité nouvelle.

Elections Législatives

DU 14 JUIN 1981

Les communistes appartiennent à cette majorité. Il faut par conséquent qu'ils puissent faire entendre leurs voix à l'Assemblée Nationale et au Gouvernement. A quel point le rôle et la place des communistes sont essentiels pour la réussite du changement, c'est la droite elle-même qui en apporte la preuve par sa campagne acharnée contre la présence de ministres communistes.

L'importance de votre vote le 14 juin est donc capitale. Voter dimanche pour les candidats du Parti Communiste Français, c'est assurer toutes ses chances au changement que vous souhaitez. C'est rendre possible la constitution d'un gouvernement d'union de la gauche, à l'image de la majorité nouvelle, un gouvernement où les communistes auront leur place, à égalité de droits et de devoirs.

Vous savez comment, durant les années qui suivirent la Libération, les ministres communistes ont servi les intérêts des travailleurs, les intérêts de la nation.

Comme vous, nous regrettons que les communistes ne participent pas au gouvernement présidé par P. Mauroy. **Nous sommes prêts à prendre toutes nos responsabilités dans un gouvernement d'union.**

Le Parti Socialiste et le Parti Communiste n'ont pas des opinions identiques sur toutes les questions. C'est normal, chaque Parti ayant son originalité. Mais l'essentiel c'est que, dans tous les domaines qui tiennent le plus au cœur des travailleurs, des Français, les convergences entre communistes et socialistes sont nombreuses :

— Pour l'emploi ; pour la justice sociale ; pour de nouvelles libertés ; pour des réformes démocratiques de l'économie et de l'Etat ; pour une politique d'indépendance nationale, de paix, de coopération avec tous les peuples. Et dans bien d'autres domaines...

La mission d'un tel gouvernement sera de s'engager avec détermination dans la solution des problèmes qui assaillent le pays. Pour sortir le pays de la crise où l'a plongé le pouvoir arrogant du grand capital.

.../...

C'est en pleine conscience de la tâche à accomplir pour répondre à l'attente de notre peuple, et c'est avec la volonté de franchir, avec toutes les forces de changement, une première étape **dans la mise en œuvre d'une politique nouvelle** que nous vous soumettons des propositions concrètes, réalistes, répondant aux besoins de notre pays, de notre département.

Nos jeunes s'en vont en grand nombre chercher du travail ailleurs, mais le chômage est massif en Dordogne. Nous sommes un des départements où les salaires sont les plus bas. Dans nos campagnes, qui se désertifient, 30.000 exploitations ont disparu en un quart de siècle ; le revenu paysan est en recul constant.

Il est donc urgent de revitaliser l'économie de la Dordogne, pour satisfaire les besoins des salariés, pour assurer le plein emploi, pour équilibrer les activités des salariés et des agriculteurs, pour faciliter l'activité de la petite entreprise, de l'artisan, du commerçant.

Porter le S.M.I.C. à 3.300 F par mois (valeur décembre 1980). Revaloriser salaires, traitements, pensions et retraites. Augmenter de 50 % d'ici le 1^{er} janvier 1982 les allocations familiales (à verser dès le premier enfant). Porter l'indemnité de chômage aux 2/3 du S.M.I.C. quand le chômeur est le seul salarié de la famille, à 50 % dans les autres cas — y compris pour les jeunes en quête d'un premier emploi.

Abroger les ordonnances qui portent atteinte aux droits à la Sécurité Sociale. Fixer à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes l'âge du droit à la retraite. Revaloriser et garantir le revenu agricole. Donner à la santé, aux hôpitaux, comme à l'école et au sport les moyens qui leur font cruellement défaut.

Arrêter les fermetures de classes ; Intégrer l'ensemble des enseignants, convenablement rémunérés, dans le cadre d'une Education Nationale renouvée.

Pour atteindre ces objectifs, les moyens existent : desserrer l'étreinte du grand capital ; réforme démocratique de la fiscalité, avec création d'un impôt sur le capital, d'un impôt sur les grandes fortunes ; alléger la charge fiscale supportée par les entreprises à forte utilisation de main-d'œuvre ; combattre la hausse des prix et défendre notre monnaie.

La nationalisation démocratique du secteur bancaire et financier, du crédit, des principaux groupes industriels est une condition du renouveau. Il faut démocratiser le secteur nationalisé existant.

Nous nous prononçons pour le renouvellement du contrat S.N.C.F. - Etat qui arrive à expiration en 1982 ; contre l'intégration du chemin de fer français dans une société multinationale européenne. A PERIGUEUX — où l'effectif des ateliers S.N.C.F. a diminué de moitié en 15 ans — il faut pleinement utiliser les structures d'accueil de nos installations ferroviaires.

Il est temps qu'un souffle de liberté passe sur notre pays, et que les travailleurs disposent de droits nouveaux dans les entreprises. En finir avec l'étatisme, avec la centralisation des pouvoirs. Assurer un véritable pluralisme à la radio-télévision.

Dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique, les femmes doivent avoir des droits égaux à ceux des hommes.

La France dispose d'atouts considérables au service d'une politique de désarmement et de paix : pour la défense des droits des hommes et des peuples. Et pour une bonne coopération au sein de la C.E.E., — ce qui implique l'indépendance nationale (à laquelle notre population de Dordogne est si attachée), la pleine liberté d'action de la France, et le refus d'élargir le Marché Commun à l'Espagne et au Portugal.

Voilà un certain nombre de propositions, entre autres, que nous vous demandons d'appuyer en apportant votre suffrage le 14 juin aux candidats du Parti Communiste Français. **Votre vote pour ces candidats sera déterminant pour assurer la participation de ministres communistes au gouvernement d'union que vous souhaitez.**

Travailleurs de nos villes et de nos campagnes, vous connaissez mon action quotidienne, parmi vous, avec vous.

A l'Assemblée nationale, comme au Conseil général et au Conseil régional je serai, ainsi que mon suppléant, Maurice LEDUFF, à votre disposition, pour la défense de vos intérêts et de vos droits.

En 1978, vous m'avez désigné comme le candidat de la gauche unie dans cette circonscription. Comme le montrent les multiples témoignages reçus chaque jour, je suis le mieux placé pour être votre élu, pour être le représentant dont Périgueux et votre circonscription ont besoin à l'Assemblée Nationale.

Votre vote sera décisif.

Quelle que soit votre sensibilité politique, c'est en votant et faisant voter pour nous dimanche 14 que vous vous donnerez la garantie que le grand espoir né le 10 mai ne sera pas déçu.

Roger GORSE

Conseiller Général de PERIGUEUX-UEST
Conseiller Régional

SUPPLÉANT

Maurice LE DUFF

Inspecteur des P.T.T.
Militant syndical
Conseiller Municipal de BASSILLAC